

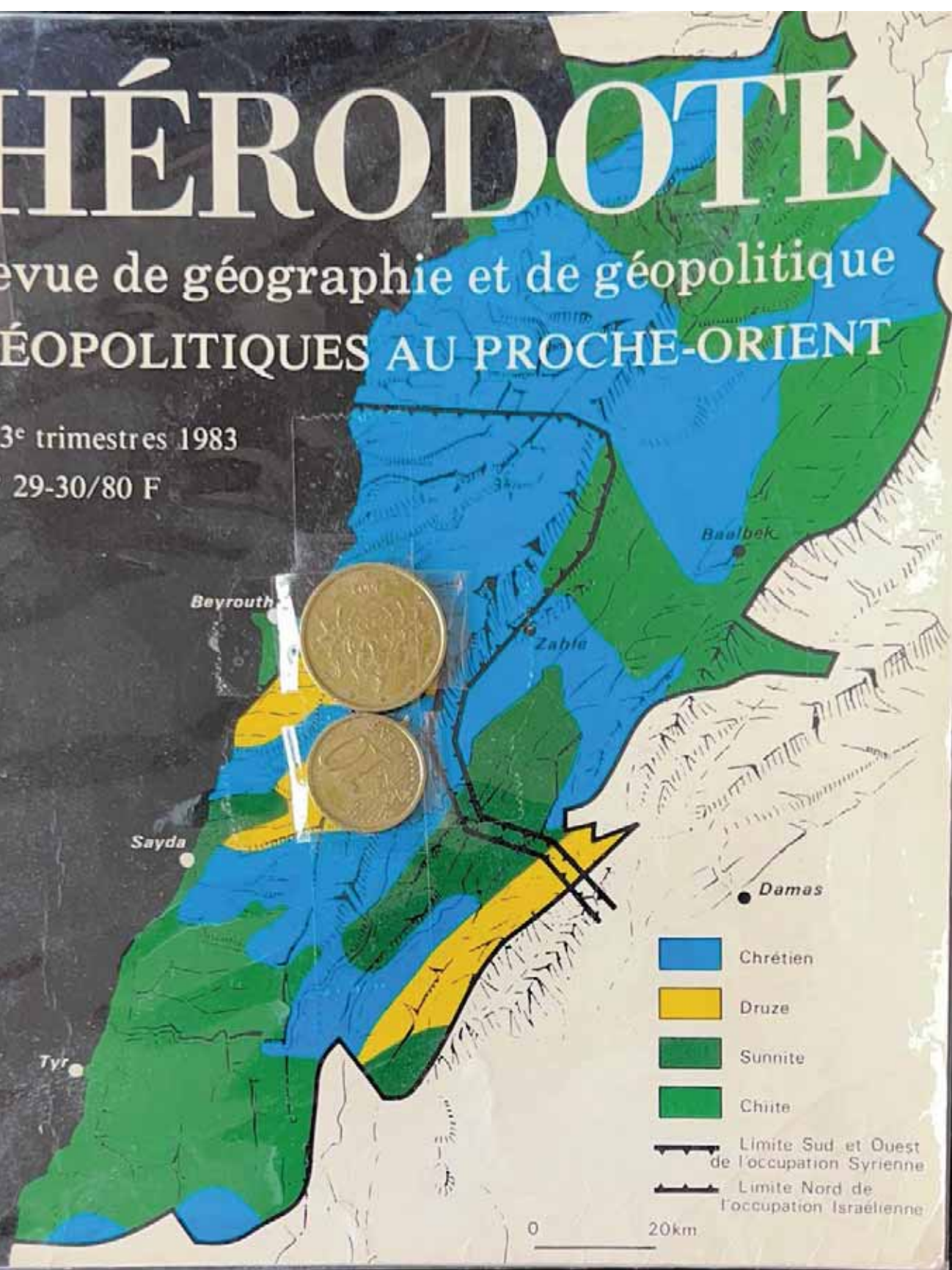
HÉRODOTE

revue de géographie et de géopolitique

GÉOPOLITIQUES AU PROCHE-ORIENT

2^e-3^e trimestres 1983

N° 29-30/80 F



Beyrouth

Baalbek

Zabla

Sayda

Damas

Tyr

-  Chrétien
-  Druze
-  Sunnite
-  Chiite
-  Limite Sud et Ouest de l'occupation Syrienne
-  Limite Nord de l'occupation Israélienne

0 20km

La stratégie de Bachir Gemayel

Percy Kemp*

Something I owe to the soil that grew,
More to the life that fed —
But most to Allah, Who gave me two,
Separate sides to my head.

KIPLING, *Kim*.

Le groupe d'Achrafieh

Le 14 septembre 1982, Bachir Gemayel, président de la République libanaise, trouvait la mort dans un attentat à la bombe qui détruisait la Maison des Kataëb à Achrafieh. C'est dans ce quartier beyrouthin qu'il avait commencé sa carrière politique neuf ans plus tôt en qualité de commissaire politique et de second de Jean Nader, chef du « régional » kataëb d'Achrafieh¹.

* Historien, boursier du Collège de France.

1. Fondé en 1936 par Pierre Gemayel, le parti des Kataëb (plus connu en Occident sous le nom de Parti phalangiste) était à l'origine un mouvement de jeunesse qui préconisait l'indépendance du Liban, alors sous mandat français. En 1952, les Kataëb se transformèrent en parti politique démocrate-social prônant l'allégeance au Liban par-delà toute appartenance à un ensemble politique arabo-musulman. La vocation réformiste et moderniste des Kataëb les poussa à jouer un grand rôle dans l'histoire des syndicats libanais, et à appuyer les efforts de la modernisation entrepris sous l'égide de Fouad Chéhab, président de la République de 1958 à 1964. Dans les années soixante-dix, le parti se radicalisa sous l'impact de la montée de l'OLP et de la gauche arabo-musulmane, et l'idéologie réformiste et personaliste qui l'avait jusqu'alors caractérisé

En ce temps, la tension qui régnait dans le pays et les accrochages qui mettaient aux prises l'armée libanaise et l'OLP avaient incité les Kataëb à accroître leur potentiel militaire. C'est dans cette optique que fut mise sur pied une unité combattante composée de quelque cinquante étudiants et qui fut rattachée directement à l'appareil central du parti. Peu après, Bachir Gemayel réussissait, avec l'aide de Jean Nader, à attirer à lui une douzaine de ces étudiants-combattants, lesquels quittèrent le quartier général du parti, situé à Sayfi, dans le centre-ville de Beyrouth, et rejoignirent Achrafieh, échappant ainsi au contrôle direct de l'appareil central kataëb.

C'est alors que se constitua autour de Bachir Gemayel le groupe militaire qui, avec Jean Nader, allait se retrouver quelques années plus tard aux postes de commandement de l'appareil d'État bachirien. Le noyau central pur et dur, profondément uni et totalement loyal à Bachir Gemayel, était né.

La guerre des deux ans (avril 1975-août 1976)

Lorsque éclata, en avril 1975, ce qu'il est aujourd'hui convenu d'appeler la guerre des deux ans, la milice kataëb, forte de quelques centaines de combattants mais qui drainait déjà vers elle un nombre important de civils, était constituée d'unités combattantes réparties en régions et en quartiers urbains. Ces unités dépendaient conjointement des responsables politiques régionaux, et des chefs de milice coiffés par William Hawi, commandant du conseil de sécurité kataëb. En ce temps-là, Bachir Gemayel était le lieutenant de William Hawi. Mais ce poste généraït en réalité bien peu de pouvoir dans une structure militaire élastique et fortement décentralisée qui favorisait les responsables régionaux au détriment de l'appareil central de coordination. Bachir Gemayel n'était alors qu'un chef militaire parmi bien d'autres qui se répartissaient les différentes régions et quartiers urbains tenus par le parti kataëb et ses alliés au sein du Front libanais, en l'occurrence le Parti national libéral (PNL), le Tanzim, les Gardiens du Cèdre et

céda la place à un libanisme chrétien. Le parti des Kataëb est le plus puissant et le mieux structuré des formations politiques libanaises. Il est organisé horizontalement selon des lignes régionales (ce sont les « régionaux » d'Achrafieh, du Metn-Nord, etc.) et verticalement selon des critères professionnels (e.g., les avocats, les ouvriers). Le parti recrute essentiellement dans les classes moyennes, et dans les milieux d'ouvriers et de paysans pauvres chrétiens.

les Marada². Chez les Kataëb, les principaux chefs militaires du temps étaient Faraj Obeid dans le quartier de Rmeil (Sayfi et centre-ville), Bachir Gemayel à Achrafieh, Georges Chaanine à Mdawwar (entre Achrafieh et le Metn-Nord), le frère aîné de Bachir, Amin, dans le Metn-Nord, les Khouéiry au Kesrouan, et les Geagea au Nord-Liban³.

Tout au long de la guerre des deux ans, Bachir Gemayel ne réussit en fait aucune percée politique ou militaire. A cela plusieurs raisons. Tout d'abord, le caractère spontané, imprévisible et localisé du conflit privilé-

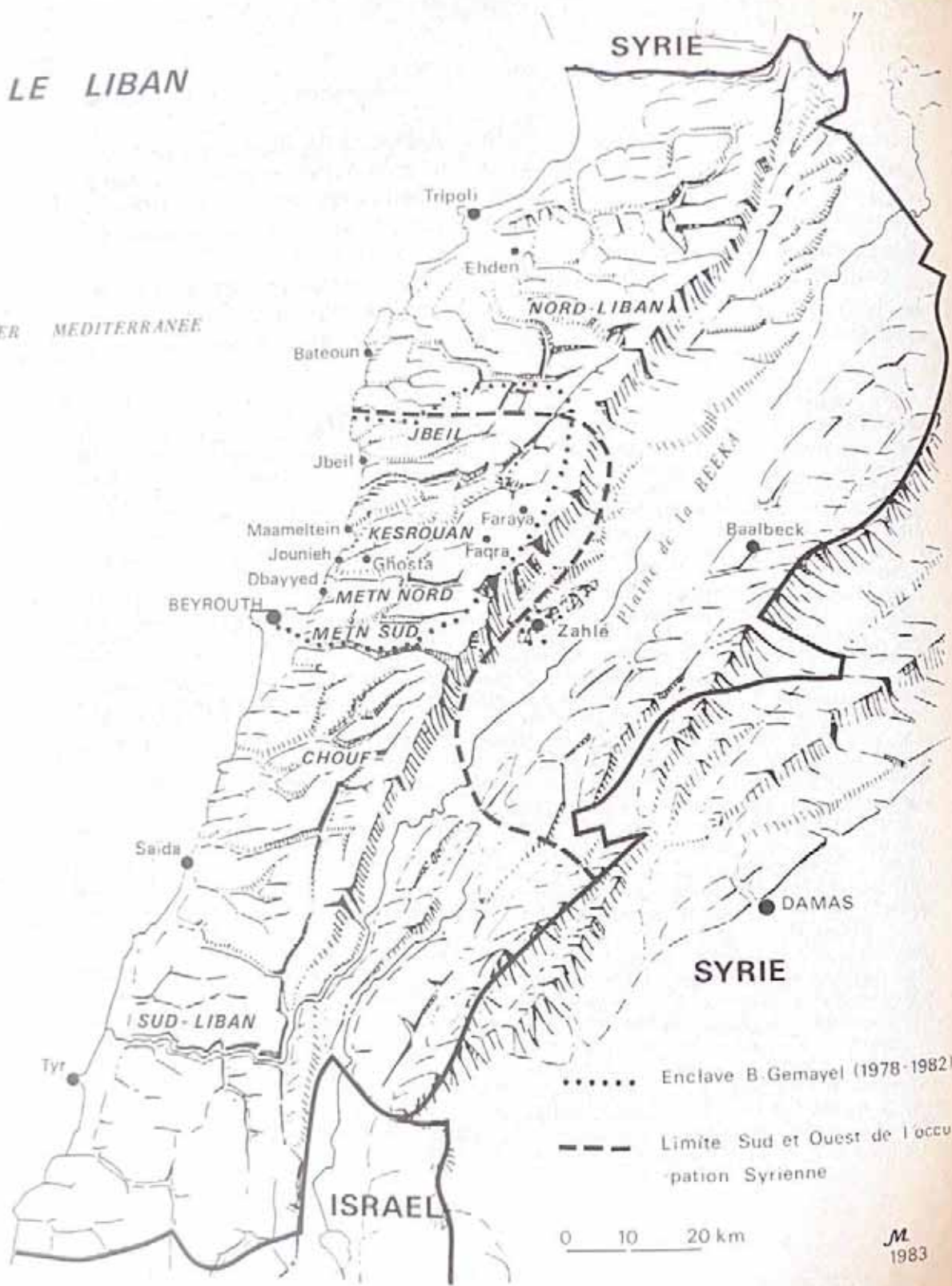
2. Fondé en 1976, le Front libanais regroupe les personnalités politiques chrétiennes les plus en vue, à savoir Pierre Gemayel, Camille Chamoun, le supérieur des moines libanais (maronites), Bachir Gemayel (dès 1981), et Soleiman Frangieh (lequel quitta le Front en 1978 à la suite de la mort de son fils). Le Front accueille aussi trois intellectuels chrétiens, à savoir Charles Malek, Fouad Efreim Boustany et Edouard Honein. Le Front libanais décide, théoriquement, de la politique suivie par les Kataëb, le PNL, les Gardiens du Cèdre, les Marada (jusqu'en 1978) et le Tanzim. Le PNL fut fondé en 1959 par Camille Chamoun, président de la République libanaise de 1952 à 1958. Peu structuré, il représente les élites traditionnelles du pays et les classes moyennes chrétiennes. Il s'inspire de l'idéologie libérale *whig* du XIX^e siècle britannique.

Les Gardiens du Cèdre, qui apparurent au début de la guerre, est un parti « phénicieniste » et anticonfessionnel s'inspirant des thèses du poète libanais Saïd Akl. Farouchement antipalestinien et anti-arabe, ce parti préconise la constitution d'un État-nation libanais laïque où chrétiens et musulmans partageraient un même héritage national phénicien et pré-arabe. Les Marada sont une milice constituée au Nord-Liban par Soleiman Frangieh, président de la République de 1970 à 1976. Leur nom rappelle les Mardaïtes qui combattirent les Umayyades dans la montagne du Liban aux VII^e-VIII^e siècles. Les Marada prirent leurs distances vis-à-vis du Front libanais dès 1976 (date de l'entrée au Liban des troupes syriennes), et le quittèrent en 1978. Le Tanzim est une organisation plus militaire que politique, étroitement liée à l'armée libanaise dès les années soixante-dix, et qui joua un rôle important au début du conflit, à un moment où le potentiel militaire de leurs alliés était encore embryonnaire.

3. Rmeil est un quartier chrétien de Beyrouth habité essentiellement par des maronites des classes moyennes et pauvres venus de leurs villages dans les années quarante et cinquante. Achrafieh, qui surplombe Rmeil, est le quartier chrétien le plus vieux de Beyrouth-Est. L'habitent surtout des Grecs orthodoxes, mais aussi des maronites des classes aisées et moyennes. Mdawwar est un quartier relativement pauvre de Beyrouth, situé au nord-est d'Achrafieh. Ses habitants sont des maronites et des Arméniens. Il jouxte le quartier arménien de Bourj Hammoud, situé dans la banlieue nord de Beyrouth (régional kataëb du Metn-Nord). Le régional kataëb du Metn-Nord s'étend entre le fleuve de Beyrouth (limite sud) et le fleuve du Chien (limite nord). L'intérieur est montagneux et riche en centres de villégiatures. Le littoral est fortement urbanisé depuis les années soixante. Le Metn-Nord est peuplé de maronites, avec une minorité grecque-orthodoxe. Le Kesrouan s'étend sur la partie centrale du Mont-Liban, entre le fleuve du Chien (limite sud) et le fleuve Ibrahim (limite nord). Il constitue avec les montagnes du nord du pays le cœur du Liban maronite. Le Nord chrétien se divise en une montagne maronite, que se partagent le parti kataëb et les familles traditionnelles, et une plaine, le Koura, essentiellement grecque-orthodoxe où le Parti populaire syrien est bien implanté depuis sa fondation dans les années trente (sur le Parti populaire syrien, voir *infra*, note 15).

LE LIBAN

MER MEDITERRANEE



- Enclave B. Gemayel (1978-1982)
- Limite Sud et Ouest de l'occupation Syrienne

0 10 20 km

M
1983

giait les chefs militaires régionaux au détriment de la structure militaire centrale (le conseil de sécurité) dont Bachir était le numéro deux. Deuxièmement, la guerre à Beyrouth étant encore une guerre de mouvement, l'impact des miliciens se faisait surtout sentir au front, et dans les quartiers plongés dans le conflit⁴. Dans les quartiers de l'intérieur par contre (dont Achrafieh, le fief de Bachir), les structures d'un État libanais qui n'avait pas encore perdu toute sa crédibilité continuaient tant bien que mal à fonctionner, empêchant ainsi les miliciens d'ancrer leur pouvoir dans la population et dans l'économie. Ensuite, l'opinion prévalente était que le conflit ne saurait s'éterniser⁵. Du coup, la mobilisation militaire et psychologique ne touchait que les quartiers du front, alors que l'intérieur demeurait relativement démobilisé. Enfin, le fait que Bachir Gemayel et son groupe n'aient pas participé au pillage du centre-ville et du port — source considérable de financement qui avait fait de Faraj Obeid la figure militaire kataëb la plus puissante de l'époque.

Tout au long de cette guerre de mouvement que fut la guerre des deux ans, Bachir ne participa aux combats que marginalement : d'autres que lui faisaient figure de vedettes guerrières. Bachir en profita pour s'entourer d'intellectuels et de technocrates, mettant sur pied à Achrafieh une structure politique et militaire rationnelle (une caserne, un service de renseignements, un bureau de propagande et d'information) qui allait l'aider à étendre son influence au cours de la phase suivante du conflit.

La fin de la guerre de mouvement

A la suite de la chute du camp palestinien de Tall Zaatar en août 1976, le front beyrouthin se stabilisa, et des territoires homogènes se constituèrent.

4. Ainsi, Ayn Remmaneh, quartier maronite des classes moyennes et pauvres situé dans la banlieue sud-est de Beyrouth (régional kataëb du Metn-sud) ; le quartier syriaque, au sud-ouest d'Achrafieh, qui abrite des Syriaques venus s'installer au Liban à partir des années cinquante, et qui, dans leur grande majorité, sont des partisans de Camille Chamoun ; Sodeco, à l'ouest d'Achrafieh, qui abrite le quartier général du PNL ; Dekouaneh, quartier maronite pauvre qui sépare Tall Zaatar du quartier chiite de Nabaa ; le centre-ville commercial ; le quartier des grands hôtels.

5. En 1975 et 1976, les miliciens chrétiens portaient encore une cagoule quand ils allaient au combat. Il leur importait en effet de ne pas être reconnus afin de ne pas faire l'objet de représailles une fois la paix revenue.

rent : à l'est un territoire tenu par le Front libanais, à l'ouest les quartiers sous contrôle palestino-progressiste. L'impact du nouveau pouvoir né de la guerre se déplaça alors vers l'intérieur, s'exerçant sur la société civile et sur l'économie. Graduellement, la population s'installait en effet dans une drôle de guerre, l'obsession du conflit latent et prêt à exploser à tout moment contribuant à marginaliser l'État libanais et à le remplacer par le pouvoir *de facto* des milices.

C'est alors que Bachir Gemayel commença à émerger en tant que leader politique et militaire dans les régions tenues par le Front libanais. En juillet 1976, il avait succédé à William Hawi, mort durant la bataille pour Tall Zaatar, à la tête du conseil de sécurité kataëb. Mettant à profit l'accalmie qui régnait sur tous les fronts (ce qui réduisait sensiblement la marge de manœuvre des chefs militaires régionaux), Bachir se servit de l'embryon d'appareil d'État qu'il avait créé à Achrafieh et de sa situation de fils du chef suprême du parti pour s'imposer graduellement aux autres chefs de milices kataëb.

Tout d'abord, il réussit à se gagner Georges Chaanine, responsable militaire du quartier de Mdawwar, lequel souffrait d'être pris entre Amin Gemayel sur sa frontière est (Metn-Nord) et Faraj Obeid sur son flanc ouest (Rmeil). Ensuite, Bachir mit sur pied la section Kataëb de sécurité, une unité militaire forte de quelque 1 500 hommes, calquée sur le modèle de l'armée libanaise, et dont l'originalité résidait dans le fait qu'elle était atopique, dépendant uniquement du commandant du conseil de sécurité, c'est-à-dire de Bachir lui-même, et n'ayant aucun compte à rendre aux responsables politiques régionaux du parti. Bachir se servit de cette unité atopique bien encadrée pour mater les petits chefs de quartiers et pour neutraliser Faraj Obeid qui, lui, n'avait pas su exploiter « l'accumulation primitive » qu'il avait effectuée au port et au centre-ville pour mettre en branle une structure politique et militaire rationnelle semblable à celle dont disposait Bachir. Et pour clore le cercle beyrouthin, Bachir reçut l'adhésion des Kataëb du Metn-Sud (banlieue est de Beyrouth), lesquels avaient grand besoin de son appui pour résister à la pression politique exercée sur eux par les miliciens PNL de la région ⁶.

6. Menés par un certain Jean Hannouche (« Hanache »), qui s'était illustré lors des combats contre les Palestiniens, les communistes et les chiïtes de Chiyah, les miliciens PNL avaient réussi à affaiblir les Kataëb dans tout le Metn-Sud (Ayn Remmaneh, Hazmiyeh, Hadath, Baabda).

Dès 1977, Bachir Gemayel réussissait donc à s'imposer à tous les chefs militaires kataëb de Beyrouth : sur le plan du parti, la capitale était désormais unifiée. Restaient les autres régions tenues par le Front libanais, à savoir le Nord-Liban, Jbeil, le Kesrouan et le Metn-Nord. Le Nord-Liban était une pépinière de miliciens kataëb radicaux, révolutionnaires, et qui se définissaient politiquement et nationalement en tant que chrétiens⁷. Eux s'opposaient tant aux Syriens, aux Palestiniens, aux musulmans et au Pacte national de 1943 — fondement du régime confessionnel libanais —, qu'aux grandes familles « féodales » (les Frangieh, les Douéihy, les Karam) qui dominaient la région. La radicalisme de Bachir et son côté pur et dur ne pouvaient qu'attirer ces jeunes militaires en quête d'un chef d'envergure nationale. Un peu plus au sud, la région de Jbeil, contrôlée par une milice fermement acquise au responsable kataëb, Ghayth Khoury, demeurait imperméable aux avances de Bachir et hermétique à toutes ses tentatives de noyautage. Il en allait de même du Metn-Nord, fief d'Amin Gemayel, lequel prenait déjà ombrage de la percée politique de son jeune frère⁸. Restait le Kesrouan, avec son port, Jounieh. Coincés entre Ghayth Khoury au nord, Amin Gemayel au sud, et minés par l'activisme du PNL, les Kataëb du Kesrouan ne devaient pas tarder à jouer la carte Bachir afin d'éviter d'être marginalisés sur la scène politique et de perdre le contrôle du port de Jounieh.

Une fois le Kesrouan acquis, Bachir Gemayel se retrouvait à la tête des deux principales agglomérations urbaines de la zone tenue par le Front libanais, contrôlant du fait même les deux terminaux maritimes les plus importants, à savoir Beyrouth-Est et Jounieh. Sa position vis-à-vis de ses rivaux au sein du parti kataëb n'en fut que confortée, vu que les autres ports « de contrebande » desservant la zone chrétienne, en l'occurrence

7. Il est au Liban une tendance politique que Bachir Gemayel avait longtemps représentée, et qui se définit comme étant politiquement, sociologiquement et nationalement chrétienne, et que, faute d'un meilleur terme, il conviendrait peut-être d'appeler christianiste. Non pour le plaisir de forger un mot nouveau, mais afin de différencier entre le projet politique et l'appartenance religieuse. Ces christianistes œuvrent à faire du Liban une patrie chrétienne qui accueillerait tous les chrétiens du Levant. Voir à ce propos les travaux de Fouad Efreim Boustany, Amin Naji, et, surtout, ceux de Walid Pharès qui rappellent les écrits des sionistes marxistes.

8. Né en 1942, Amin Gemayel est le fils aîné de Pierre Gemayel. Avocat et homme d'affaires, il était chef du régional kataëb du Metn-Nord, membre du bureau politique du parti et député au parlement libanais avant de succéder à son frère Bachir à la présidence de la République en septembre 1982.

ceux de Dbayyeh et de Maameltein, étaient tenus par le PNL. Ayant gagné la bataille territoriale au sein du parti en faisant des unités militaires atopiques et des agglomérations urbaines et mercantiles les points d'ancrage de sa stratégie, Bachir Gemayel s'apprêta à engager la bataille avec le bureau politique kataëb.

Bachir Gemayel et le bureau politique kataëb

Depuis la fin de la guerre des deux ans et l'entrée des troupes syriennes au Liban, le fossé n'avait cessé de se creuser entre le conseil de sécurité et le bureau politique, lequel, mené par Joseph Chader, Grand Argentier du parti, reprochait aux militaires leurs prises de position christianistes et antisyriniennes.

La crise éclata enfin au grand jour quand le parti imposa à Bachir l'entrée des troupes syriennes à Achrafieh. Acculé, Bachir démissionna. Sa démission fut refusée, Pierre Gemayel ayant pesé de son poids considérable en faveur de son fils, et une tendance christianiste et antisyrinienne ayant vu le jour au sein du Comité central du parti. Un compromis fut donc atteint, aux termes duquel Bachir acceptait la décision du parti et l'entrée des troupes syriennes à Achrafieh, en contrepartie de quoi le parti s'engageait à financer de nouvelles unités militaires et à aménager à Karantina, non loin du port de Beyrouth, un quartier général pour le conseil de sécurité dont les prérogatives seraient étendues et qui serait désormais connu sous le nom de Conseil militaire.

Bachir Gemayel sortait donc grandi de l'épreuve de force : la population chrétienne savait son opposition aux Syriens, il recevait du parti carte blanche sur le plan de l'organisation militaire, et une tendance bachirienne se constituait au sein du bureau politique. A la même époque, le principal détracteur de Bachir au parti, Joseph Chader, disparaissait, victime d'une crise cardiaque.

La perte du Nord-Liban

Résolu pacifiquement à Beyrouth, le conflit qui opposait Bachir aux Syriens se déplaça vers le Nord, où il éclata à la faveur de la convergence de

deux facteurs internes : d'un côté, les efforts que Bachir déployait et qui visaient à unir tous les chrétiens dans une même opposition à la Syrie ; de l'autre le refus des Kataëb de la région d'accepter le pouvoir des grandes familles « féodales », et à leur tête Soleiman Frangieh, ancien président de la République (1970-1976).

Une série d'incidents et de provocations visant à neutraliser les Kataëb amena finalement en juin 1978 une réaction de la part de Bachir. Un commando kataëb de quelque 200 hommes investit Ehden, fief des Frangieh, et l'occupa. Tony Frangieh, le fils de Soleiman, sa femme et sa petite fille, périrent dans des circonstances encore mal élucidées. C'était désormais la guerre ouverte entre les Kataëb d'un côté, la milice Marada des Frangieh appuyée par les Syriens de l'autre.

Incapables de tenir tête à l'armée syrienne, dont la technologie moderne faisait peu cas d'une montagne jadis réputée inexpugnable, les milices kataëb durent céder du terrain, abandonnant la majeure partie du Nord-Liban. Les Kataëb et leurs alliés se trouvèrent alors acculés sur une parcelle de quelque 800 km², soit un treizième du territoire national libanais. Le prestige de Bachir en souffrit énormément, et ses détracteurs au sein du parti relevèrent la tête. La Syrie, quant à elle, chercha à poursuivre son avantage afin de neutraliser Bachir Gemayel pour de bon.

La bataille de Beyrouth-Est

Ce pourquoi l'armée syrienne soumit Beyrouth-Est à un bombardement intensif durant l'été et l'automne de 1978. Et Bachir eût sans doute perdu cette bataille somme toute politique, n'était-ce l'appui inconditionnel que lui apporta son père, inquiet des intentions syriennes. Bachir survécut donc aux attaques de ses ennemis du bureau politique kataëb : au niveau politique, la stratégie syrienne tournait court. Au niveau militaire, les Syriens ne furent pas plus heureux. Beyrouth-Est différait en effet du Nord-Liban en ce sens que le champ de bataille y était urbain. Là, les miliciens purent imposer à l'armée régulière syrienne leur propre mode de combat. Les bombardements « aveugles » de l'armée syrienne aidant, une véritable symbiose s'opéra à Beyrouth-Est entre les militaires et les civils, et cette

symbiose eut finalement raison de la stratégie syrienne qui comptait résoudre le problème sur un plan purement militaire⁹.

En fin de compte, les Syriens durent retirer leurs troupes de Beyrouth-Est, et Bachir Gemayel réussit à tirer plein profit de la nouvelle situation. Sur le plan national, sa guerre contre les Syriens fit en effet de lui le véritable héros et la figure de proue de la résistance christianiste. Sur le plan social, son opposition aux Frangieh et au « féodalisme », et sa dénonciation de la corruption des élites politiques traditionnelles, attirèrent à lui des intellectuels, des technocrates, des révolutionnaires, des christianistes qui, tous, voyaient en lui le symbole et la garantie d'un Liban nouveau qui ne devrait rien à celui du Pacte de 1943 et aux politiciens de la vieille école. La convergence du national et du social raffermi le pouvoir de Bachir dans la zone tenue par le Front libanais, et il éclipsa du coup l'autre héros chrétien, celui de la guerre civile de 1958, Camille Chamoun.

L'agencement urbain

A supposer que Bachir Gemayel, en cette fin de 1978, ait cherché à faire le bilan des trois années passées, un tel bilan lui aurait montré que, sur le plan militaire, les milices du Front libanais avaient dû céder du terrain dans toute la montagne chrétienne, et que toutes les tentatives qui visaient à s'y opposer à une armée technologiquement supérieure avaient lamentablement échoué ; qu'à la ville, par contre, ces mêmes milices souffrant d'un

9. La guerre moderne, écrit Jean Chesneaux, « prétend conférer aux nouvelles technologies militaires une hégémonie totale. Mais elle vient buter sur des résistances et des permanences dont elle a du mal à faire abstraction [...]. La guerre électronique a beau raccourcir les temps opératoires de ses engins de mort, elle est incapable de comprimer de la même façon les délais de maturation des situations politiques qu'elle a créées de façon si expéditive. » (*La Quinzaine littéraire*, n° 376.) Contrairement à la campagne, à la montagne et au désert, la ville est aujourd'hui cela même qui, en introduisant le facteur temps et le facteur humain dans la guerre, fausse les calculs purement militaires. Au simple rapport militaire des forces, la ville ajoute en effet une dimension psychologique (civils, médias) qui n'existe pas dans les régions rurales, faiblement peuplées, où les combats se déroulent loin de l'œil des reporters internationaux, et où les massacres par petits groupes ne font jamais la une des journaux (ainsi, les massacres de Sabra et de Chatila, objet d'une propagande réussie, alors que personne ne parle des quelques villageois assassinés chaque semaine dans la montagne du Chouf). Sur l'importance de la ville dans une stratégie moderne de résistance, voir Percy KEMP, « La cité-État », dans *Esprit*, mai 1983.

manque relatif d'organisation, d'effectifs et d'armement lourd, avaient pu tirer plein profit de l'imbrication étroite du civil et du militaire, de l'infrastructure urbaine (transports civils, hôpitaux, téléphones, immeubles-bunkers, conteneurs-barricades, ascenseurs, etc.), de l'exiguïté des voies urbaines de communication, de la contiguïté de l'habitat et de la présence du facteur médias, pour tenir en échec une armée régulière. Que sur le plan économique, agriculture et industrie avaient bien vite périclité, et que seul le secteur tertiaire avait permis à la population de maintenir son niveau de vie, et aux milices de s'autofinancer. Que sur le plan de l'articulation du militaire à l'économique, l'agriculture et l'industrie, ancrées dans la terre et nécessitant un investissement à long terme, se pliaient mal aux conditions d'existence d'une milice qui n'était en mesure ni de tenir un territoire, ni de le défendre, ni de le préserver des affres et des destructions de la guerre ; alors que l'économie des services, de par son caractère adaptable et flexible, de par la mobilité de ses capitaux et de par ses prolongements rhizomatiques vers l'étranger, épousait parfaitement les exigences d'une milice en mal d'espace, incapable d'assurer la sécurité des récoltes, des investissements statiques, des biens immobiliers et de l'équipement industriel lourd.

Longtemps, Bachir Gemayel, mystifié en cela par les intellectuels et les technocrates occidentalisés, avait perçu la guerre comme une rupture irréversible avec le passé citadin, mercantile et levantin de la société libanaise, et comme une condamnation de la fonction transitaire, intermédiaire et compradorienne d'une ville, Beyrouth, qui se contentait de « parasiter » sur les valeurs en circulation au lieu de chercher à produire des valeurs nouvelles. Bien avant la guerre, les « experts » brandissaient déjà le spectre de la crise politique et de la récession économique, prophétisant que le « miracle libanais » ne saurait durer. De concert avec eux, les technolâtres ne cessaient de clamer à tous les vents que l'économie compradorienne et le secteur hypertrophié du tertiaire ne résisteraient pas à des remous politiques — encore moins à une guerre —, et que seul un développement rationnel de l'agriculture et de l'industrie et une politique suivie d'encouragement à la production nationale étaient à même d'assurer une prospérité équilibrée en temps de paix et la survie en temps de guerre.

Or, la guerre venue, l'agriculture et l'industrie furent les premières à rendre l'âme. Non point parce qu'elles se trouvaient être structurellement faibles, mais parce qu'elles dépendaient d'un minimum de sécurité que ni les

milices du Front libanais ni l'armée libanaise n'étaient en mesure de leur assurer. Seul le secteur tertiaire (le port, les banques, les assurances, les casinos, le commerce de transit) pouvait se passer de la paix, et ce parce que seul le secteur tertiaire pouvait à la rigueur se passer d'un territoire. Et ce fut justement ce secteur tertiaire qui permit aux milices du Front libanais de résister.

Bien plus que la montagne, le terroir, l'agriculture ou l'industrie, c'étaient la ville et le tertiaire qui offraient à Bachir Gemayel les meilleures garanties de survie et d'accumulation de pouvoir. La perte du Nord-Liban et celle du Haut-Metn en 1978 avaient certes affecté le prestige de Bachir, mais elles n'avaient entamé en rien son pouvoir réel. Celui-ci dépendait en fait du succès d'une stratégie de rationalisation, de canalisation et de conversion des énergies humaines et des flux économiques les plus dynamiques propres à un territoire certes restreint, mais éminemment urbain, dense, et mercantile¹⁰. La fortune de Bachir Gemayel dépendait en dernière instance de sa capacité à articuler son projet politique et sa stratégie militaire sur le fonctionnement de l'économie libanaise pour s'en servir sans pour autant la figer et la réifier¹¹.

L'opération du 7 juillet 1980

Cette stratégie de gestion et de police de la société et de l'économie de la zone tenue par le Front libanais se heurta nécessairement à l'autre grande force politique et militaire présente sur le terrain, en l'occurrence le PNL de Camille Chamoun.

Alors que Bachir Gemayel contrôlait Beyrouth-Est, Jounieh, et leurs ports respectifs, le PNL, lui, avait ses propres terminaux maritimes à Dbayyeh (sur le littoral du Metn, à quelque 10 km au nord de Beyrouth) et à Maameltein (à 2 km au nord de Jounieh). Ces terminaux constituaient bien entendu une source non négligeable de revenus qui continuait

10. Différence, peut-être, entre un Bachir qui contrôlait Beyrouth-Est et Jounieh, et un Amin dont le fief était le Metn : Bachir-Ville et Amin-Montagne.

11. Cf. Percy KEMP, *op. cit.*

d'échapper à Bachir Gemayel et qui permettait à Camille Chamoun de financer sa milice. Grâce à ces ports — ouverture essentielle sur l'étranger dans un ghetto dépourvu d'aéroport et totalement encerclé par l'armée syrienne —, Chamoun était en contact direct avec l'extérieur et poursuivait du fait une politique indépendante de celle de Bachir.

Sur le terrain, le PNL, bien introduit dans le quartier beyrouthin de Mdawwar qui reliait Achrafieh au Metn-Nord, pouvait facilement couper les Kataëb de Beyrouth de ceux de la montagne. Le PNL se servait aussi de sa base de Maameltein pour couper les Kataëb du Kesrouan de ceux du Nord-Liban. C'est dire que les deux verrous chamounistes sur la route du littoral rompaient la cohérence du territoire kataëb. Bachir Gemayel se devait de les éliminer.

Plus généralement, il se devait de marginaliser Camille Chamoun et son fils Dany, les seuls qui étaient encore en mesure de lui disputer le pouvoir dans les régions du Front libanais.

La tension qui existait depuis 1976 entre les Kataëb et le PNL s'était en fait accrue considérablement depuis que Bachir avait réussi à s'imposer aux Kataëb. Et cette tension entre les deux partis rivaux éclatait souvent en incidents sanglants, au Kesrouan, au Metn-Sud, même à Achrafieh. Toute la structure politique et militaire du Front libanais était menacée d'éclatement, et sa crédibilité auprès de la population diminuait de jour en jour. Tout le monde convenait que seule une action drastique pouvait épargner à la région le sort qui avait échoué à Beyrouth-Ouest, où des micro-fascismes de quartiers se disputaient sans cesse d'infimes parcelles de pouvoir et de territoire à coups de rafales et d'explosions.

Le 5 juillet 1980, lors d'un discours prononcé devant la Chambre de l'Industrie du Kesrouan, Bachir Gemayel déplora la lutte fratricide, l'état d'insécurité endémique et le dommage causé à l'économie, et il émit le souhait que « quelqu'un d'assez fou viendrait, par une action radicale, mettre fin à ce pourrissement et sauver les chrétiens d'un anéantissement certain ». En réalité, il avait déjà décidé d'agir.

Au matin du 7 juillet, trois cents commandos kataëb prenaient par surprise les deux bases maritimes PNL de Maameltein. Au même moment, les Kataëb du Kesrouan s'attaquaient aux deux bases PNL de Ghosta et de Faqra, situées respectivement à l'est et au sud-est de Jounieh, dans la montagne du Kesrouan. A Beyrouth, les miliciens PNL de Sodeco, du quartier

syriaque et de Mdawwar étaient neutralisés. A Ayn Remmaneh, dans la banlieue sud-est de Beyrouth, les Kataëb refoulèrent les miliciens PNL par-delà la ligne de démarcation en territoire palestino-progressiste. C'est au Metn, c'est-à-dire dans le fief d'Amin Gemayel, que les incidents entre Kataëb et PNL furent les moins graves (au total, un tué et quelques blessés). Camille Chamoun et Amin Gemayel conclurent rapidement un accord aux termes duquel ce dernier étendait sa protection aux miliciens PNL désarmés ainsi qu'au port PNL de Dbayyeh, situé sur le littoral du Metn. Dans l'ensemble, la force militaire indépendante du PNL avait, dès le 7 juillet 1980, cessé d'exister.

La nouvelle du coup de main de Bachir fut accueillie par un tollé général à Beyrouth-Ouest, où l'on parla énormément de la barbarie des Kataëb, de massacres de femmes et d'enfants, de « nuit des longs couteaux », et de système fasciste à parti unique. A l'est, on murmura beaucoup. Et dans les salons bourgeois d'Achrafieh et de Jounieh, nombreux étaient ceux qui parlaient de « bolcheviques », assurant que Bachir projetait de créer un État chrétien socialiste et, surtout, de mettre en place un système fiscal des plus rigoureux. Mais en général, la population chrétienne, lassée par la récurrence des incidents entre les deux partis, accueillit avec un certain soulagement l'instauration d'un ordre nouveau sous l'égide d'un jeune chef militaire qui jouissait d'une réputation d'intégrité et d'équité. Bachir Gemayel avait remporté la bataille militaire ; il lui fallait à présent la transformer en victoire politique.

De l'homme de guerre à l'homme d'État

Bachir Gemayel entreprit tout d'abord de neutraliser l'opposition de Camille Chamoun, et il le fit, d'une part en se présentant lui-même comme le continuateur de la ligne politique de Chamoun et comme son fils spirituel, et d'autre part en offrant au PNL des postes dans la nouvelle structure politique et militaire qu'il envisageait de créer¹². En second lieu,

12. Notons cependant qu'à la suite de l'opération du 7 juillet, Dany Chamoun, fils de Camille et chef de la milice du parti, préféra quitter le Liban. Il ne reviendra y vivre qu'à la suite de la mort de Bachir.

Bachir attira à lui ceux-là mêmes qui, au sein du parti kataëb, l'avaient jusqu'alors combattu, et il persuada le parti de lui remettre tout l'armement lourd qui était encore en possession des unités de milice régionales. Seule la police kataëb, dirigée par Dib Anastase, l'homme du bureau politique, continua d'échapper à Bachir. Pour contrer la propagande adverse qui l'accusait de vouloir instituer un régime politique à parti unique, Bachir lança une vaste campagne de presse axée sur « la nécessité de l'unification sur le plan militaire, et de la diversité sur le plan politique ». Et pour contrôler les excès de ses miliciens et rassurer les civils, il créa une police militaire. Bachir s'engagea aussi dans une politique d'ouverture vis-à-vis de l'État libanais, se rapprochant sensiblement du président Elias Sarkis dès l'automne de 1980. Surtout, Bachir Gemayel sut signifier tant à Israël qu'à la Syrie (lesquels avaient eu jusqu'alors beau jeu de jouer un leader chrétien contre un autre) qu'il était désormais seul maître à bord, seul habilité à parler au nom de la population des régions tenues par le Front libanais.

Territorialement parlant, l'opération du 7 juillet 1980 permit à Bachir Gemayel d'étendre sa domination à toute l'enclave chrétienne, et à isoler le Metn-Nord, lequel continuait cependant à l'éluder. Contraint de remettre à son frère tout l'armement lourd qui était en sa possession, Amin Gemayel gardait néanmoins sa propre milice, sa police, son service de renseignements, ses comités populaires, et surtout son système fiscal.

Afin de mieux gérer son domaine et convertir les énergies humaines et les flux économiques en capital politique, Bachir entreprit de ressusciter les Forces libanaises — véritable appareil d'État qui, débordant le cadre partisan des Kataëb, était plus à même d'accrocher une société pluraliste et libérale, et d'articuler les flux mercantiles à un projet politique sans pour autant les figer en les grevant d'une forte teneur d'idéologie.

Les Forces libanaises

C'est en 1976, lors de la bataille pour Tall Zaatar, que le projet d'unifier les milices du Front libanais vit le jour. Les Kataëb, le PNL, le Tanzim, les Gardiens du Cèdre et les Marada se mirent alors d'accord pour créer un Conseil de commandement unifié dont la présidence échut à Bachir Gemayel et la vice-présidence à Dany Chamoun. Mais, les Marada prenant

petit à petit leurs distances vis-à-vis du Front libanais, et les dissensions entre les Kataëb et le PNL aidant, les Forces libanaises demeurèrent lettre morte. L'alignement des Marada sur les Syriens en 1978 et la neutralisation du PNL deux ans plus tard allaient permettre à Bachir Gemayel de relancer les Forces libanaises que personne n'était désormais en mesure de lui disputer.

Le nouvel appareil politique qui vit le jour durant l'été de 1980 était chapeauté par un Conseil de commandement, présidé par Bachir lui-même, et qui comprenait en tout huit membres, dont trois Kataëb, deux PNL, un Gardien du Cèdre et deux Tanzim¹³. Cet appareil politique avait à sa charge l'information, les relations extérieures, les finances, les services sociaux et la justice. Notons toutefois que le Conseil de commandement des forces libanaises ne fut jamais un véritable organe exécutif : il se contentait d'entériner les décisions prises par Bachir Gemayel et son conseil restreint (son *kitchen cabinet*).

Le nouvel appareil militaire regroupait quant à lui les milices du Tanzim et des Gardiens du Cèdre, ce qui restait de la milice du PNL, les unités militaires kataëb qui dépendaient directement de Bachir Gemayel et du Conseil militaire (les unités atopiques), ainsi qu'une bonne partie des miliciens kataëb qui étaient à l'origine dans des unités régionales. En tout, quelque 5 000 hommes, dont plus de 4 000 Kataëb. Cet appareil militaire était organisé en cinq bureaux à la manière des armées libanaise et française. Les bureaux les plus importants (logistique, renseignement, opérations) étaient réservés à des fidèles de Bachir qui était le chef d'état-major.

Les forces libanaises permirent à Bachir de s'imposer définitivement au parti kataëb et de récupérer sa milice. Elles furent aussi pour Bachir l'occasion de faire des incursions dans un territoire qui lui avait jusqu'alors été interdit, en l'occurrence le Metn-Nord. Et là, le coup de génie politique de Bachir fut l'institution du service militaire obligatoire pour les écoliers des classes terminales. Grâce à cette institution, présentée par Bachir comme vitale pour la survie des chrétiens du Liban, les Forces libanaises purent pénétrer au Metn-Nord sans qu'Amin Gemayel puisse y trouver à redire¹⁴.

13. Lequel parti s'était scindé en deux.

14. Et pour parfaire cet instrument de pouvoir qui se devait de couper à travers le tissu social traditionnel, Bachir Gemayel le confia à l'un de ses lieutenants les plus fidèles, un radical qui avait une réputation d'intégrité totale, et qui avait le grand avantage de ne pas être lié aux grandes familles libanaises et à leurs circuits de clientèles.

Enfin, les Forces libanaises permirent à Bachir Gemayel de dépasser le cadre somme toute restreint du parti des Kataëb et de canaliser vers lui tout un mouvement de masse qui désirait s'identifier à sa lutte contre les Syriens et contre l'OLP sans pour autant vouloir rejoindre les rangs des Kataëb.

Le mouvement centrifuge

Bachir Gemayel avait désormais dans les Forces libanaises un instrument de pouvoir qui dépassait, et de loin, les limites territoriales exigües dans lesquelles la Syrie désirait le garder enfermé. La logique même du pouvoir exigeait à présent de Bachir qu'il relaye le mouvement centripète qui l'avait porté à la tête de l'enclave chrétienne par un autre mouvement, cette fois-ci centrifuge, qui lui permettrait d'étendre l'aire de son influence. Il élaborait donc une stratégie atypique à deux volets : l'un, christianiste, l'autre, libaniste.

Sur le plan christianiste, Bachir Gemayel avait en 1980 le choix entre le Haut-Metn, le Nord-Liban, et Zahleh. Occupées par l'armée syrienne appuyée par les Marada et par le Parti populaire syrien¹⁵, les deux premières régions étaient des champs de bataille essentiellement ruraux. Or, la bataille du Nord en 1978, comme la bataille de la montagne deux ans plus tôt, avaient appris à Bachir à éviter de se confronter à une armée technologiquement supérieure sur un champ de bataille non urbanisé, à faible densité de population, et où une armée moderne pouvait donner toute la mesure de son potentiel. L'expérience de la guerre avait appris à Bachir Gemayel que dans le maquis libanais (le *jurd*) une armée moderne aurait vite raison d'une milice privée d'appui logistique, d'armement lourd et de couverture civile¹⁶. A l'opposé du Nord-Liban et du Haut-Metn, Zahleh,

15. Fondé en 1932 par Antoun Saadeh, un Libanais de confession grec-orthodoxe, le Parti populaire syrien (Parti nationaliste social syrien depuis 1974) préconise la création d'une Grande Syrie laïque sur l'ensemble du Croissant fertile (Liban, Syrie, Palestine, Jordanie et Haute-Mésopotamie). Allié aux Kataëb et aux chamounistes lors de la guerre civile de 1958, le parti fut dissout en 1961 à la suite d'un coup d'État manqué. Par la suite, il opta pour le camp arabe et progressiste. Très fortement structuré, il recrute essentiellement chez les grecs-orthodoxes et chez les druzes, et depuis quelques années chez les chiïtes. Il est bien implanté dans le nord du pays et dans le Haut-Metn, deux régions aujourd'hui sous contrôle syrien.

16. Diction kataëb : dans le maquis, un milicien blessé est un milicien mort.

elle, était une agglomération urbaine, une ville chrétienne qui comptait quelque 200 000 habitants, une ville prise dans l'étau de l'armée syrienne qui occupait la plaine environnante de la Békaa, mais une ville où les partis libanais alliés aux Syriens n'avaient jamais pu s'implanter. Délaissant le Nord-Liban et le Haut-Metn, Bachir choisit donc Zahleh comme point d'ancrage de sa stratégie. Et il le fit sur le plan militaire, en intégrant des Zahliotes aux Forces libanaises, en les entraînant et en les armant ; et sur le plan politique, en multipliant les contacts avec les leaders traditionnels de la ville. Du point de vue territorial, l'importance de Zahleh aux yeux de Bachir Gemayel venait du fait que, située au pied du versant oriental du Mont-Liban, elle donnait à la montagne chrétienne une profondeur sans laquelle cette dernière ne serait finalement qu'une simple façade maritime prête à basculer en Méditerranée à la moindre pression de l'armée syrienne (les batailles du Nord-Liban et du Haut-Metn l'avaient assez démontré) ; de plus, en tenant Zahleh, Bachir Gemayel soulignait la précarité de l'occupation syrienne du Haut-Metn. D'un point de vue politique, Zahleh importait à Bachir parce qu'elle lui permettait d'étendre son influence à 200 000 chrétiens, lesquels, qui plus est, étaient en grande majorité des Grecs catholiques, non des maronites : dépassement positif du maronitisme, donc, et possibilité de branchement, soit avec une dimension christianiste, soit alors avec une dimension libaniste.

La stratégie libaniste

A la suite de l'opération du 7 juillet 1980, Bachir Gemayel avait le choix entre une stratégie christianiste qui pouvait le mener par-delà les frontières du Liban, et une autre stratégie, libaniste, locale. Révolutionnaire et largement messianique, la stratégie christianiste, si elle devait se concrétiser, promettait de faire de l'enclave de Bachir le point focal d'une résurgence eschatologique de la chrétienté d'Orient¹⁷. Du coup, le ghetto christianiste

17. Au XVIII^e siècle, il y avait, paraît-il, dans certains monastères du nord de l'Irak des manuscrits, « écrits de la main des Anciens », et qui annonçaient prophéties, présages, cartes et plans de bataille à l'appui, la fin de l'islam et l'instauration d'un ordre chrétien en Orient : cf. *Mossoul au XVIII^e siècle d'après les mémoires de Dominico Lanza, missionnaire italien*, trad. arabe par R. Bidawid, Mossoul, 1951, p. 63-64.

du Liban cesserait d'être un réduit pour devenir ce lieu atopique qui viendrait brouiller toute la carte du Moyen-Orient¹⁸. La stratégie libaniste, quant à elle, avait l'apparence du réalisme : épargnant la structure géopolitique de la région, elle s'attaquerait par contre au statu quo interne du Liban en visant justement à refaire l'unité du pays nonobstant le Syrien et le Palestinien.

Bachir Gemayel opta pour la stratégie libaniste¹⁹. Au bouleversement drastique des structures générales du Moyen-Orient que la stratégie christianiste, révolutionnaire et utopique, laissait présager, il préféra le bouleversement — plus conjoncturel, lui semblait-il, plus réaliste aussi — des données libanaises. Et plutôt que d'encourir les foudres d'une administration américaine et d'une communauté internationale désireuses d'équilibre et d'harmonie, il préféra s'aliéner des puissances régionales. Certes, Bachir Gemayel n'en abandonna pas pour autant son ethos chrétien. Seulement, du chrétien libanais qu'il avait été jusqu'alors, il devenait un Libanais chrétien. Il résolut d'établir sur les 10 452 km² du Liban un État multiconfessionnel, mais totalement dominé par les chrétiens. Il entreprit donc, dès l'automne de 1980, de noyauter l'État libanais afin de s'en servir comme d'une courroie de transmission entre lui et les communautés musulmanes du pays : stratégie politique, diplomatique et non militaire qui pouvait métamorphoser le Liban en une entité atopique où le mouvement pourrait s'enclencher par-delà l'encerclement syrien de l'enclave chrétienne, et passer au travers du quadrillage syro-palestinien des régions musulmanes.

La bataille de Zahleh

Cette stratégie libaniste se référant clairement à la période dite « de l'émirat » (XVII^e-XIX^e siècles), dans laquelle les Libanais aiment à voir le fondement de leur État-nation, risquait de faire de Bachir Gemayel un

18. Coptes d'Égypte, assyriens et chaldéens d'Irak et de Syrie, maronites de Chypre : les délégations ne manquaient pas au siège des Forces libanaises à Karantina où se trouvait le bureau de Bachir Gemayel.

19. D'où un refroidissement sensible de ses rapports avec les Kataëb du Nord, révolutionnaires et christiannistes.

nouvel émir Bachir Chéhab (régna de 1784 à 1840), voire un nouvel émir Fakhreddine (régna de 1585 à 1633), tous deux symboles d'un Liban multi-confessionnel fort et uni. Ce pourquoi les Syriens entreprirent de contrecarrer les projets de Bachir Gemayel à Zahleh : d'abord, en tentant de lui opposer les leaders traditionnels de la ville ; ensuite, en envoyant à Zahleh les miliciens PNL qui étaient passés « à l'Ouest » après l'opération du 7 juillet 1980 ; enfin, quand ces manœuvres eurent échoué, en lançant une vaste offensive militaire contre Zahleh au printemps de 1981²⁰.

La stratégie militaire syrienne — par opposition à la stratégie politique bachirienne — visait à refaire du Liban atopique, où tout — ou presque — était promis à Bachir, un *topos* : en l'occurrence une place de guerre où la stratégie politique et diplomatique de Bachir viendrait s'inscrire, et s'embourber. En s'attaquant aux Forces libanaises à Zahleh puis à Beyrouth, et en provoquant, avec l'affaire des missiles, la réaction israélienne que l'on sait, la Syrie cherchait en réalité à enrayer une stratégie bachirienne libaniste qui souffrait encore d'un certain dysfonctionnement au niveau de ses rouages musulmans. En créant un *casus belli* polariseur, la Syrie enferma donc Bachir momentanément dans l'étau du conflit arabo-israélien et sectionna l'agencement Bachir Gemayel-État libanais-islam libanais en faisant de Bachir un laquais du sionisme.

Bachir, pour sa part, fit tout pour éviter une bataille qu'il pressentait politique et qu'il savait ne pas pouvoir gagner militairement : car, d'un côté sa milice était trop faible pour s'attaquer à l'armée syrienne, et d'un autre côté il réalisait parfaitement — et le déroulement des opérations le confirma — qu'Israël ne l'aiderait pas à remporter une victoire militaire sur la Syrie. Bachir cultiva donc l'art de la non-bataille. Et pour ce faire, il avait déjà mis de nombreux atouts de son côté au moment où il avait opté pour Zahleh à l'exclusion du Nord-Liban et du Haut-Metn. Encadrés par moins de cent commandos des Forces libanaises, et équipés uniquement d'armes légères, les miliciens zahliotes tinrent bon. Les médias internatio-

20. La presse parla beaucoup à cette époque d'un plan israélo-kataëb visant à transformer Zahleh en une base militaire avancée dont se serviraient les blindés de Tsahal qui, débarquant à Jounieh et montant jusqu'au col de Faraya, redescendraient le versant oriental du Kesrouan jusqu'à Zahleh pour prendre les Syriens en tenaille et Damas à revers. Vision quelque peu simpliste de la stratégie militaire. En réalité, Bachir ne semblait nourrir à l'égard de Zahleh que des ambitions d'ordre politique.

naux aidant, Zahleh devint « la dernière ville chrétienne d'Orient » : du coup, l'offensive syrienne contre la ville prenait des allures de génocide. La stratégie urbaine de Bachir Gemayel commençait à payer.

A Beyrouth, Bachir sut éviter la bataille, et le conflit entre Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest, entre chrétiens et musulmans, que les Syriens espéraient pouvoir provoquer n'eut pas lieu. Bachir multiplia les contacts avec les leaders traditionnels, il coordonna ses efforts avec ceux de l'État libanais, il identifia son combat à celui du Liban en entier, il temporisa, il cala la voile, et en fin de compte les Syriens levèrent le siège de Zahleh qui resta politiquement acquise à Bachir Gemayel²¹.

La crise de Zahleh avait fait de Bachir Gemayel le leader incontesté de tous les chrétiens du Liban : Camille Chamoun, Amin Gemayel, Elias Sarkis, d'autres encore, reconnurent son autorité. La crise des missiles qui accompagna celle de Zahleh donna à Bachir Gemayel une stature internationale. Peu après, il se rendait à Washington où l'administration Reagan semble avoir entériné son projet de construction d'un État libanais fort dominé par les chrétiens. Bachir rentrait alors au Liban où il lançait le fameux slogan des 10 452 km².

L'appareil d'État « fantôme » et l'option territoriale

Devenu un leader libaniste, Bachir Gemayel multiplia les contacts avec les leaders traditionnels et les capitales étrangères (Washington, Moscou, Le Caire, Riyad, Bonn et Paris)²² en vue de se faire reconnaître comme le seul homme politique libanais capable de sauvegarder l'unité territoriale du Liban. Les élections présidentielles devaient se tenir au cours de l'été 1982, et Bachir annonçait ainsi sa candidature.

21. Aux termes de l'accord conclu entre les Forces libanaises et le gouvernement syrien, les commandos dépêchés par Bachir à partir de Beyrouth durent quitter Zahleh, escortés par des unités des Forces de sécurité intérieure libanaises. En contrepartie de quoi les Syriens acceptaient de ne pas pénétrer à Zahleh. Les Syriens crièrent victoire, mais il n'en demeure pas moins que les miliciens zahliotes conservèrent leurs armes, que le parti Kataëb accrut son influence dans la ville, et que Zahleh fut désormais acquise à Bachir Gemayel.

22. Les délégations occidentales commencèrent à affluer au Liban (Bachir Gemayel reçut entre autres Michel Rocard et Jean Daniel).

Concurremment, Bachir accéléra la constitution de son appareil d'État : organisant et généralisant le service militaire, mettant sur pied une Sûreté générale indépendante de l'état-major militaire des Forces libanaises, et créant le groupe Gamma — réunion de technocrates et d'intellectuels chargés de penser et de préparer le Liban d'après-guerre. L'État libanais fut donc noyauté et doublé par un appareil d'État « fantôme » qui articulait la stratégie de Bachir Gemayel.

À la suite de l'invasion israélienne du Liban en juin 1982, cet appareil d'État « fantôme » s'étendit aux régions occupées par Tsahal. Les soldats, la Sûreté générale et les technocrates de Bachir²³ remplacèrent graduellement les structures moribondes de l'État libanais. C'est ainsi que les Forces libanaises se retrouvèrent dans les casernes du Chouf, de la Békaa-Ouest et du Sud-Liban. Ancrage territorial somme toute artificiel, n'était-ce l'agencement Bachir, lequel était en mesure d'articuler les Forces libanaises à l'État libanais d'un côté, aux Israéliens de l'autre. Ancrage territorial des Forces libanaises qui ne trouvait en réalité sa justification et sa logique que dans l'accession attendue de Bachir Gemayel à la magistrature suprême et dans la signature d'un traité de paix ou de sécurité avec Israël.

L'élection de Bachir Gemayel à la présidence de la République

L'invasion israélienne du Liban en juin 1982, la marginalisation puis l'expulsion de l'OLP de Beyrouth ont indubitablement joué un rôle dans l'élection de Bachir Gemayel à la tête de l'État libanais. Mais il ne s'agissait probablement là que de facteurs conjoncturels, lesquels pourraient éclairer le *timing* de la prise de pouvoir, mais non expliquer cette prise de pouvoir en elle-même.

Cette dernière semble être en réalité le résultat de la convergence de deux facteurs constants depuis 1976 : d'un côté, la mise sur pied, par Bachir, d'un véritable appareil d'État ; de l'autre, un consensus international en

23. Outre les Forces libanaises, la police kataëb, dirigée par Dib Anastase, et qui dépendait, non de Bachir, mais du bureau politique du parti, se répandit aussi dans les zones occupées par Tsahal. Il est important de noter que cette police kataëb n'était pas sous les ordres de Bachir Gemayel.

faveur de la sauvegarde de l'unité territoriale du Liban constitué en 1920.

Or, il y avait assurément dans le cadre de ce Liban de 1920 une dualité *libanaise* de pouvoir : d'une part l'État libanais, de l'autre l'État de Bachir — plus dynamique que le premier, plus cohérent aussi, et qui fonctionnait bien plus rationnellement. Cet appareil d'État bachirien, nombreux furent ceux qui tentèrent de le démanteler, tantôt en essayant de marginaliser Bachir, tantôt en cherchant à l'assassiner (ainsi en mars 1979 et en février 1980). En vain. Bachir vivant, il était clair que lui seul pouvait dissoudre son appareil d'État ; et il était aussi clair qu'il ne le ferait que si on lui offrait l'État libanais en compensation. Bachir vivant, personne dans les Forces libanaises n'était disposé à accepter un autre président. Tant et si bien qu'en 1981, tout le monde, l'administration Reagan comprise, convenait que seul Bachir Gemayel était en mesure de résoudre le problème de la dualité de pouvoir sur le sol libanais, et, ce faisant, de préserver — fût-ce par la force — l'unité territoriale du pays.

Dès 1981, Bachir acceptait donc de jouer le jeu territorial et de se porter garant des 10 452 km² libanais. La présidence de la République qui lui échut en août 1982 doit être entendue comme l'instrument de pouvoir nécessaire à l'accomplissement de la tâche qui lui était désormais assignée. C'est cette convergence de la volonté internationale de préserver l'unité du territoire libanais, et de la mise en place, par Bachir Gemayel, d'un appareil d'État relativement moderne et efficace que lui seul pouvait intégrer harmonieusement à l'État libanais, qui explique son accession à la magistrature suprême.

Ni marionnette israélienne, ni agent américain, Bachir Gemayel s'était en fait imposé et aux uns et aux autres. Et même s'il ne faisait pas figure de cheval gagnant, il restait, en 1982, le seul cheval libanais qui continuait de courir ; il y avait trente-cinq ans²⁴.

24. Né le 10 novembre 1947 à Bikfaya, dans le Metn, Bachir était le plus jeune des six enfants (quatre filles et deux fils) de Pierre Gemayel. Après des études au collège des Jésuites et à l'Institut moderne du Liban, il passa en 1971 une licence en droit à l'université Saint-Joseph de Beyrouth, puis il quitta le Liban pour une année de stage aux États-Unis. De retour à Beyrouth, il ouvrit un bureau d'avocat qu'il abandonna dès que la guerre éclata en 1975. En 1977, il épousa Solange Toutounji, fille de l'un des fondateurs du parti kataëb. En février 1980, sa fille Maya, âgée de dix-huit mois, trouva la mort dans un attentat à la voiture piégée. Un an plus tard, sa femme donnait naissance à un garçon, prénommé Nadim. Avant d'être tué dans un attentat à la bombe, Bachir Gemayel avait auparavant échappé à deux tentatives de meurtre, en mars 1979 et en février 1980.

L'assassinat de Bachir Gemayel et les tueries de Sabra-Chatila

Le 14 septembre 1982, Bachir Gemayel disparaissait sans dauphin, sans successeur désigné. Du coup, ses principaux lieutenants²⁵ se sont retrouvés en situation de parité, aucun n'ayant réussi à s'imposer aux autres. Il en résulta une certaine paralysie, et des dissensions internes, impensables du vivant de Bachir, se firent jour. La machine mise en place par Bachir Gemayel continuait certes à fonctionner, mais elle roulait désormais à vide, nulle volonté politique unifiée, nul projet stratégique — ou même tactique — ne venant l'alimenter.

Désorientation et confusion qui pourraient expliquer l'épisode tragique de Sabra et Chatila. Bien que tout le monde en Occident s'accorde pour rejeter la responsabilité directe des massacres sur les Forces libanaises, il apparaît que les troupes régulières dépendant de l'état-major des Forces libanaises ne sont pas entrées à Sabra et à Chatila, se contentant de demeurer à l'aéroport de Beyrouth. Seuls ont pénétré dans les camps palestiniens des éléments paramilitaires appartenant à des unités irrégulières qui ne dépendaient pas directement de l'état-major des Forces libanaises. Il semblerait aussi que jusque dans l'après-midi du vendredi 17 septembre, le corps d'officiers de l'état-major ignorait encore l'ampleur des tueries.

Décapitées par la mort de Bachir Gemayel, les Forces libanaises ont, semble-t-il, fait les frais d'une manipulation, inconcevable du vivant de leur chef²⁶. Crime, certes, mais aussi erreur politique grave, un tel massacre ne se serait probablement pas produit du temps où Bachir Gemayel, président de la République libanaise, était encore en vie²⁷. Ceux qui, aujourd'hui, rejettent la responsabilité des massacres sur les Forces libanaises en parlant d'un plan qui visait à provoquer un exode massif des Palestiniens avancent en faveur de leur thèse l'argument que Bachir

25. A savoir le groupe d'Achrafieh à l'exception de Jean Nader qui avait trouvé la mort en même temps que Bachir.

26. Notons par exemple que nonobstant son alliance tacite avec Israël, Bachir avait refusé que les Forces libanaises participent à la bataille de Beyrouth aux côtés de Tsahal.

27. Ainsi, à la suite de l'assassinat de sa fille, Bachir entreprit de calmer les esprits : il n'y eut aucune action de représailles.

Gemayel envisageait lui-même le « nettoyage » des camps. Il est cependant à parier que si Bachir Gemayel, président de la République libanaise, avait voulu « nettoyer » les camps palestiniens, il n'aurait pas recouru aux Forces libanaises, encore moins à des unités irrégulières, mais plus simplement à l'armée libanaise elle-même, instrument légal (et multiconfessionnel) d'un pouvoir libanais souverain²⁸.

Après Bachir, la rivalité israélo-américaine

A la suite de l'assassinat de Bachir Gemayel²⁹, deux projets géopolitiques semblent s'affronter au Liban : l'un, américain, l'autre, israélien.

Le projet américain part du principe que la mort de Bachir n'a rien changé ; qu'Amin Gemayel représente la continuité bachirienne ; que grâce au parti kataëb Amin finira par résoudre à son profit la dualité de pouvoir État libanais/Forces libanaises. Par conséquent, l'option stratégique américaine en faveur de l'unité territoriale libanaise demeure inchangée. L'administration Reagan appuie le président libanais dans ses négociations avec Israël afin de relancer le plan Reagan ; dans l'espoir aussi qu'une victoire diplomatique sur l'État hébreu aidera le pouvoir kataëb d'Amin Gemayel à se faire pleinement accepter par les communautés musulmanes du pays et par le monde arabo-musulman ; dans l'espoir, enfin, que le

28. Soit dit en passant, ce massacre a largement contribué à effacer de notre mémoire les massacres à distance perpétrés par Tsahal à l'encontre de la population civile de Beyrouth : massacres qui firent bien plus de victimes que les tueries de Sabra et Chatila. Ce déplacement, ce glissement de l'attention et de la conscience des bombardements vers les tueries contribue à exonérer Tsahal et la société israélienne, puisque le « méchant » (Sharon) fait désormais figure de marginal, d'exception, et non de règle : un « monstre ». En acceptant, passivement, que le monde leur impute la responsabilité des massacres de Sabra et Chatila, en accusant le coup sans répondre, les Forces libanaises ont en réalité aidé Israël à redorer son blason, terni par la bataille de Beyrouth.

29. En l'absence de données concrètes, il serait vain de spéculer quant à l'identité des instigateurs de cet assassinat. A Beyrouth, on a beaucoup parlé des Israéliens, des Russes, des Américains aussi, mais surtout des Syriens.

monde arabo-musulman, convaincu de la bonne foi américaine, accepterait que le Liban abrite des bases militaires américaines³⁰.

Le projet israélien, quant à lui, part du principe que la mort de Bachir a bouleversé toutes les données ; qu'entre Bachir et Amin, entre les Forces libanaises et le parti kataëb, il n'est de continuité que sur le plan formel ; que les dissensions à l'intérieur des Forces libanaises ont sonné le glas de l'alliance stratégique conclue avec Bachir ; qu'Israël n'a rien de bon à attendre d'Amin Gemayel, lequel, contrairement à son frère, ne doit rien à l'État hébreu. Ce pourquoi les Israéliens semblent avoir abandonné leur option stratégique en faveur d'un Liban uni et dominé par les chrétiens. Prenant leurs distances vis-à-vis de leurs alliés de la veille, les Forces libanaises, ils ont diversifié leurs atouts en jouant des cartes centrifuges, druze, chiïte, voire chrétienne non kataëb.

Après Bachir, la lutte pour le pouvoir

Mais il est aussi au Liban une lutte locale pour le pouvoir qui ne se confond pas nécessairement avec la rivalité israélo-américaine. La mort de Bachir a en effet « libéré » divers leaders chrétiens, lesquels refont aujourd'hui surface : ainsi, Amin Gemayel, Camille Chamoun et son fils Dany, et les membres du bureau politique kataëb.

Le premier acte de cette lutte pour le pouvoir met aux prises, depuis septembre 1982, les Forces libanaises d'un côté, Amin Gemayel et le bureau politique kataëb enfin débarrassé de la tutelle de Bachir de l'autre. Fort de l'appui américain, de ses prérogatives présidentielles et, depuis peu, du soutien de son père, Amin Gemayel a, au cours des derniers mois, réussi à

30. La politique américaine au Liban rappelle en bien des points la politique de l'administration Reagan au Salvador : mise en place d'un pouvoir pro-américain, certes, mais aussi « modéré », acceptable aux yeux des pays voisins et capable de neutraliser pacifiquement le courant populaire anti-américain. On comprend alors que les démocrates-chrétiens au Salvador, les Kataëb au Liban, soient favorisés par les Américains aux dépens des « têtes brûlées » de l'Arena et des Forces libanaises. Jusqu'à présent, la politique américaine au Salvador n'a pas été payante. Il est à craindre que le choix que l'administration Reagan — le fait d'appuyer Amin Gemayel et l'armée libanaise aux dépens des Forces libanaises — ne soit pas plus heureux.

marginaliser les Forces libanaises, à accentuer les divisions internes, et à accroître l'ascendant du bureau politique du parti sur les militaires.

Pourtant, la perte de vitesse accusée par les Forces libanaises depuis septembre 1982 semble avoir des causes autres que conjoncturelles. En lançant le slogan des 10 452 km², Bachir Gemayel avait en effet donné à ses lieutenants le « goût du territoire ». Or, Bachir disparu, les Forces libanaises ne surent pas évaluer l'importance de la rupture de l'agencement qu'il avait créé, et qui articulait les Forces libanaises sur le parti kataëb et sur l'État libanais. Les Forces libanaises ne réalisèrent pas plus l'ampleur du changement israélien de stratégie résultant des données nouvelles. Ignorées par les États-Unis, qui leur préféraient désormais l'appareil d'État d'Amin Gemayel, et lâchées par l'allié israélien, les Forces libanaises ne réussirent ni à se désengager territorialement, ni à convertir leur capital militaire en capital politique et financier apte à assurer la survie de leur pouvoir dans les conditions nouvelles qui prévalaient du fait de la présence, dans le pays, de la Force multinationale qu'elles ne pouvaient, politiquement, se permettre de combattre.

Eu égard au bouleversement des alliances provoqué par la mort de Bachir, les Forces libanaises auraient dû, très tôt, adopter une telle politique de conversion en noyant l'appareil du parti kataëb, l'administration publique, l'armée, les municipalités, ainsi que les principaux secteurs économiques mixtes générateurs de capitaux et de clientèle politique (ex., Middle East Airlines, Casino du Liban, Banque Intra, Compagnie du Port de Beyrouth). L'inertie politique des Forces libanaises privées de leur chef en aura finalement décidé autrement. Elles se laissèrent donc prendre au jeu du territoire, s'accrochant à leurs casernes, à leurs uniformes et à leurs drapeaux dans les régions occupées par Tsahal, et y menant, contre des Druzes ou des chiïtes discrètement appuyés par Israël, un combat qu'elles ne pouvaient espérer gagner.

Contrairement aux Forces libanaises, Amin Gemayel, lui, n'avait pas, en septembre 1982, à s'embarrasser de considérations territoriales. Coincé à Beyrouth entre les Israéliens au sud, les Syriens et les Palestiniens au nord et à l'est, il articula sa stratégie autour de trois points d'ancrage : Beyrouth (son caractère multiconfessionnel, son port, ses filières mercantiles), l'appareil d'État libanais (couverture légale essentielle aux yeux du monde arabo-musulman comme de la communauté internationale), et le parti

kataëb (instrument de pression sur les Forces libanaises). En conséquence de quoi Amin Gemayel semble être en bonne position pour résoudre à son profit la dualité Forces libanaises/parti kataëb, et, partant, la dualité Forces libanaises/État libanais. Que les thèses américaines prévalent, dans le futur proche, à Jérusalem, et Amin Gemayel sera assuré de la victoire sur les Forces libanaises, lesquelles seront récupérées par le parti kataëb. Mais que l'appui américain à Amin Gemayel faiblisse, et il n'est pas exclu que les Forces libanaises éclatent, et qu'une force tierce, qui pourrait regrouper les radicaux des Forces libanaises et du PNL, ne vienne brouiller les cartes. Fin du premier acte.

Atopie urbaine ou utopie territoriale ?

Mais quelle que soit l'issue de la partie aujourd'hui engagée entre Washington et Jérusalem, le pouvoir d'Amin Gemayel risque, avant peu, de devenir précaire. Le danger qui le guette est en réalité le même qui guettait les Forces libanaises en 1982, et avant elles l'État libanais depuis l'indépendance de 1943, à savoir l'inscription d'un pouvoir politique et économique qui est essentiellement atopique et urbain dans le territoire. La force actuelle d'Amin Gemayel vient en effet du fait que son pouvoir se limite à Beyrouth, et qu'il n'a pas à se soucier du territoire. Mais que les Israéliens, les Syriens et les Palestiniens retirent aujourd'hui leurs forces du Liban, et que l'armée libanaise, assistée de la Force multinationale, se risque à occuper les zones ainsi « libérées », et il est à parier que l'État libanais aura à faire face à une vaste subversion militaire, politique et économique, tantôt centrifuge, tantôt atopique, ancrée dans les diverses factions et communautés qui se partagent le Liban juridique, et articulée à partir de l'étranger. Territorial, l'État libanais gouvernera difficilement.

Percy KEMP